

La droite se cabre contre Eveline Widmer-Schlumpf

Par Denis Masméjan

Alors que Paris salue la décision du Conseil fédéral de signer la convention de l'OCDE sur l'assistance fiscale, en Suisse, les partis de droite annoncent leur refus

La France aura été prompte à réagir. Paris a salué la décision du Conseil fédéral, annoncée mercredi, de signer la convention de l'OCDE et du Conseil de l'Europe sur l'assistance administrative en matière fiscale (lire ci-dessous). Interprété, à l'extérieur, comme une confirmation de la dynamique engagée par la Suisse vers davantage de transparence fiscale, le geste d'Eveline Widmer-Schlumpf a au contraire suscité, sur le front intérieur, l'opposition immédiate des partis de droite.

Ces réactions s'ajoutent à d'autres coups de frein récents de la droite sur des dossiers liés au secret bancaire, et contrastent avec la volonté très nette de la ministre des Finances d'accélérer au contraire le mouvement sur ce terrain. Les félicitations françaises risquent de ne pas pouvoir sauver la convention franco-suisse sur l'imposition des successions. «Je ne vois pas le Conseil national accepter le texte», pronostique le président du PDC, Christophe Darbellay.

L'ampleur des critiques qui s'abattent sur la convention de l'OCDE et son mécanisme d'échange «spontané» de renseignements entre autorités fiscales est en décalage complet avec l'importance tout à fait secondaire que l'OCDE elle-même accorde à cette clause.

Le PLR a fait savoir qu'il refuserait le texte lors de son traitement au parlement. Quand bien même l'échange spontané n'équivaut pas à l'échange automatique, tentent de rassurer les services d'Eveline Widmer-Schlumpf, les libéraux-radicaux comme l'UDC le juge inacceptable.

Pour le vice-président du PLR Christian Lüscher, «chaque signe d'ouverture que donne la Suisse est utilisé contre elle. Notre idée n'est pas de cacher des comptes, mais de maintenir une place financière compétitive.» Le PLR se défend de tout immobilisme, mais ne veut pas que la Suisse cherche à jouer les premiers de la classe. «Nous sommes d'accord avec une évolution, pour autant que les mêmes règles soient reprises mais aussi appliquées par toutes les places financières.»

Christophe Darbellay n'est pas plus favorable. Il juge «précipitée» la signature de la convention. «Nous admettons que les paradigmes sont en train de changer, mais on va trop vite en besogne. La Suisse passera au standard quand tout le monde y passera et l'appliquera», dit-il, tout en critiquant l'OCDE pour vouloir changer les règles du jeu en cours de partie.

Sur ce point comme sur d'autres, la droite se montre très soucieuse que la Suisse ne procède qu'aux adaptations strictement nécessaires pour lui éviter d'être mise en difficulté sur la scène internationale. PLR, PDC et UDC ont ainsi réagi négativement à la révision de la loi sur l'assistance administrative en matière fiscale. Ces modifications sont pourtant destinées à satisfaire aux exigences du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales. Elles comprennent notamment la possibilité de suspendre l'information du contribuable concerné par une demande d'assistance.

Les partis qui rejettent le projet se sont d'abord déclarés très mécontents du traitement accéléré – la consultation n'a duré qu'un mois – imposé par la ministre des Finances, au vu des progrès rapides dont la Suisse doit pouvoir attester auprès du Forum mondial. Sur le fond, soulignent les critiques, le Forum mondial n'exige pas de la Suisse, pour qu'elle puisse passer à la deuxième phase de l'examen par les pairs pratiqué au sein de l'institution, des progrès sur les trois points jugés problématiques, mais sur un seul des trois.

Eveline Widmer-Schlumpf ne se démonte pas pour autant. Mercredi, elle a posément évoqué les attaques dont son projet fait l'objet mais a fait comprendre que celles-ci ne retarderaient pas ses plans et que les Chambres seraient en mesure de [commencer](#) l'examen d'un projet cette année encore.